

N°27_ du 14 juillet – 18 juillet 2025

INMISUISSE - Service International : <https://www.inmisuisse.org/>

NEWSLETTER : Objectifs de Développement Durable

ACTUALITES

Le Temps, Le Monde – 14 juillet 2025

L'Arabie saoudite a exécuté plus de cent étrangers depuis le mois de janvier



Le 14 juillet, l'organisation Emergency Lawyers a rapporté que les Forces de soutien rapide (FSR) ont tué 48 civils, dont des femmes et des enfants, lors d'une attaque contre le village d'Oum Garfa, dans l'État du Nord-Kordofan au Soudan. Les paramilitaires ont également incendié des maisons et pillé des biens. Cette attaque s'inscrit dans un contexte de violents affrontements entre les FSR et l'armée soudanaise, notamment

autour de la ville stratégique de Bara, proche de la zone attaquée.

Situé sur un axe menant à Khartoum, Oum Garfa se trouve dans une zone disputée depuis que l'armée a repris la capitale en mars. L'intensification des combats a provoqué le déplacement de plus de 3 000 personnes, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Le Figaro, Le Monde, Lebrief – 15 juillet 2025

Israël-Palestine : les membres d'une commission d'enquête de l'ONU ont donné leur démission



Plusieurs médias internationaux rapportent que les trois membres de la Commission d'enquête de l'ONU sur les violations des droits humains en Israël et dans les territoires palestiniens occupés ont démissionné en juillet 2025. Présidée par Navi Pillay, avec Miloon Kothari et Chris Sidoti, la commission avait été créée en 2021 et était fortement critiquée par Israël, qui la jugeait partielle. Les démissions, dues à des raisons personnelles et au retrait de la présidente, prendront effet après la présentation de leur dernier rapport à l'Assemblée générale de l'ONU en novembre.

La commission avait accusé Israël de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité depuis le début de la guerre à Gaza, tout en pointant également des crimes similaires commis par le Hamas. Un appel à candidatures pour renouveler les membres a été lancé par le Conseil des droits de l'homme, avec une échéance fixée au 31 août.

Allafrica – 16 juillet 2025

Afrique : Quand la finance accélère la transition verte dans le continent



Le 16 juillet, l'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (AFSA) a organisé un webinaire pour présenter un rapport révélant le rôle discret mais déterminant des institutions financières de développement (IFD) dans la transformation de l'agriculture africaine. Ces institutions, financées par des fonds publics, favoriseraient les intérêts de l'agro-industrie au détriment des petits exploitants et de l'agroécologie.

Le journaliste Alex Park a expliqué comment les IFD réduisent les risques pour les banques et fonds d'investissement privés en garantissant leurs prêts. Selon lui, les IFD soutiennent davantage les grandes chaînes agricoles et les détaillants, et non les petits agriculteurs.

Des intervenantes comme Mutinta Nketani (Zambie) et Anne Maina (Kenya) ont dénoncé l'accaparement des marchés agricoles et semenciers par des entreprises soutenues par les IFD, ainsi que leur influence sur les politiques nationales, notamment en matière de semences et d'OGM. En réponse, elles ont mis en avant les succès locaux de l'agroécologie comme alternative durable.

RFI, Allafrica – 17 juillet 2025

Mozambique : TotalEnergies - L'ONG Les Amis de la Terre poursuivent la Banque américaine d'import-export



Deux médias internationaux indiquent que, les branches américaine et mozambicaine de l'ONG Les Amis de la Terre ont intenté une action en justice contre la Banque américaine d'import-export (Exim) pour avoir approuvé, selon elles illégalement, un prêt de 4,7 milliards de dollars destiné au projet gazier de TotalEnergies au Mozambique. Ce financement, représentant un quart du coût total du projet, avait été initialement validé sous l'administration

Trump, puis suspendu par celle de Biden. Il a été réactivé après la réélection de Donald Trump et un remaniement à la tête d'Exim.

L'ONG dénonce la composition illégitime du conseil d'administration d'Exim, l'absence de consentement du Sénat, et un manque d'évaluations environnementales et économiques, malgré les conflits armés, la crise humanitaire, et les risques écologiques dans la région. Le projet avait déjà été suspendu en 2021 après une attaque à Palma ayant causé des pertes humaines parmi les sous-traitants. Une plainte pour homicide involontaire avait été déposée contre TotalEnergies. Malgré ces controverses, le PDG Patrick Pouyanné a annoncé que les travaux devraient reprendre avant la fin de l'été, avec le soutien du nouveau président mozambicain.

Image de la semaine



Guinée-Bissau : l'archipel des Bijagos entre au Patrimoine mondial de l'humanité